

**COMITÉ DES STATISTIQUES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU FMI**

**RAPPORT ANNUEL**

**2007**



**Fonds monétaire international**

Table des matières	Page
Liste des abréviations.....	4
Résumé analytique .....	5
I. Introduction .....	6
II. Tendances récentes des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale .....	6
A. Compte mondial des transactions courantes .....	7
B. Comptes mondiaux de capital et d'opérations financières.....	8
C. Révisions .....	9
D. Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP).....	13
III. Programme de travail exécuté par le Comité en 2007 .....	15
A. <i>Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale</i> , sixième édition ( <i>MBP6</i> ) .....	15
Consultation mondiale sur le projet de <i>MBP6</i> .....	15
Mise en œuvre du <i>MBP6</i> .....	18
B. Investissements directs.....	19
Projet d'enquête coordonnée sur les investissements directs (ECID) .....	19
Rapport d'activité sur la Définition de référence des investissements directs internationaux de l'OCDE, quatrième édition (BD4) .....	19
C. Évolution des flux financiers internationaux : besoins nouveaux.....	20
Amélioration des statistiques de la PEG.....	20
Fonds souverains.....	21
Statistiques sur les avoirs et engagements des fonds d'investissement de la zone euro, y compris les fonds spéculatifs.....	21
Bases de données de titres.....	22
D. Services .....	22
Rapport sur la réunion du groupe de travail sur les statistiques du commerce international des services .....	22
Commerce bilatéral des services : rapport du Royaume-Uni et des États-Unis ..	23
Biens importés ou exportés pour transformation et négoce international.....	23
E. Autres documents/rapports.....	24
IV. Programme de travail à venir.....	24
Tableaux	
1. Transactions et soldes mondiaux des transactions courantes, 2000–06 .....	10
2. Transactions et soldes mondiaux des comptes de capital et d'opérations financières, 2000–06.....	11
3. Ventilation géographique du total des investissements de portefeuille par émetteur et détenteur pour les 10 premières économies, à fin 2006 .....	14

## Graphiques

1.	Impact de la révision des données de 2007 sur l'écart mondial au compte des transactions courantes .....	12
2.	Impact de la révision des données de 2007 sur l'écart mondial au compte d'opérations financières .....	12

## Encadré

1.	Projet de classification des transactions relatives à la propriété intellectuelle dans la composante Services de la balance des paiements conformément au <i>MBP6</i>	17
----	---	----

## Appendices

I.	Mandat du Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI .....	26
II.	Composition du Comité des statistiques de la balance des paiements au 31 décembre 2007 .....	27
III.	Pratiques suivies par les pays pour la communication des données de la balance des paiements (BDP) et de la position extérieure globale (PEG) au FMI : BOPSY 2007 .....	28
IV.	Programme de travail à moyen terme du Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI : fin décembre 2007 .....	32

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

---

BCE	Banque centrale européenne
<i>BD4</i>	<i>Définition de référence des investissements directs internationaux de l'OCDE, quatrième édition</i>
<i>BOPSY</i>	<i>Balance of Payments Statistics Yearbook</i>
BRI	Banque des règlements internationaux
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CPC	Classification centrale des produits
CSDB	Base de données centralisée de titres
DTS	Droits de tirage spéciaux
ECID	Enquête coordonnée sur les investissements directs
ECIP	Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille
ECRAE	Engagements constituant des réserves pour les autorités étrangères
FMI	Fonds monétaire international
G-8	Groupe des huit
IDE	Investissements directs étrangers
<i>MBP5</i>	<i>Manuel de la balance des paiements, cinquième édition</i>
<i>MBP6</i>	<i>Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, sixième édition</i>
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PEG	Position extérieure globale
RESTEG	Groupe d'experts techniques sur les avoirs de réserve
<i>SCN 1993</i>	<i>Système de comptabilité nationale 1993</i>
TFFS	Équipe spéciale interinstitutions sur les statistiques financières

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le présent rapport annuel du Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI (Comité) pour 2007 offre un aperçu des récentes tendances des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG), fait le point sur l'exécution du programme de travail du Comité en 2007 et passe en revue les questions que celui-ci se propose d'aborder dans l'année à venir.

Les éléments saillants des statistiques du secteur extérieur ont affiché en 2007 les tendances suivantes :

- Au niveau du compte des transactions courantes, les écarts mondiaux atteignent des niveaux positifs de plus en plus élevés ces dernières années; en effet, les crédits (comme les exportations) dépassant les débits (par exemple, les importations), il y a inversion du signe moins plus traditionnellement observé.
- Le nombre des économies communiquant des données sur leur PEG aux fins de leur publication dans le *Balance of Payments Statistics Yearbook* continue à augmenter, atteignant 113 à la fin de 2007.
- L'enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP) compte plus de 70 participants — les résultats des deux dernières enquêtes (2005 et 2006) ont été diffusés avec un décalage de moins d'un an.

Le programme de travail du Comité pour 2007 comporte les principaux points suivants :

- Travaux sur le nouveau *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale* du FMI, sixième édition (*MBP6*), dont la publication est toujours prévue pour fin 2008;
- Amorçe des discussions sur l du *MBP6* par l'établissement d'un programme de travail pour le FMI et ses pays membres.
- Poursuite des travaux préparatoires de l'enquête coordonnée sur les investissements directs (ECID), dont la date de référence est fixée à fin 2009, notamment la préparation d'un Guide pour l'établissement des données sur ces investissements; plus de 100 pays ont indiqué leur intention d'y participer.
- Entente sur une stratégie d'élaboration des statistiques de la PEG, notamment collaboration avec les pays membres pour essayer d'accroître régulièrement le nombre des économies qui communiquent les données de leur PEG au FMI.
- Examen de la couverture et du traitement statistiques des fonds souverains.

Outre la poursuite des travaux sur les points susmentionnés, le programme de travail du Comité pour l'année à venir prévoit la finalisation du guide pour l'établissement des statistiques sur les envois de fonds.

## I. INTRODUCTION

1. Créé en 1992, le Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI (Comité) a pour mandat d'accroître la disponibilité, la cohérence et la fiabilité des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) au niveau mondial. Il a été établi à l'issue des rapports de deux groupes de travail du FMI qui ont recherché les principales causes des discordances des statistiques de la balance des paiements mondiale publiées par le FMI<sup>1</sup>. Le mandat du Comité est présenté à l'appendice I et sa composition au 31 décembre 2007, à l'appendice II. En octobre 2007, le Comité a tenu sa vingtième réunion au siège du FMI à Washington. Les documents et le résumé des débats de cette réunion sont affichés sur le site <http://www.imf.org/external/bopage/stindex.htm#com>.
2. Ce rapport annuel est requis par le mandat du Comité et s'articule comme suit : la section II donne un aperçu des récentes tendances des statistiques de la balance des paiements et de la PEG publiées par le Département des statistiques du FMI; la section III fait le point sur l'exécution du programme de travail du FMI en 2007; et la section IV passe en revue les questions que le Comité se propose d'aborder en 2008.

## II. TENDANCES RÉCENTES DES STATISTIQUES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

3. Les statistiques annuelles des pays sur leur balance des paiements et leur PEG pour la période 1999–2006<sup>2</sup> sont publiées dans le *Balance of Payments Statistics Yearbook (BOPSY), 2007*. Ces données sont utiles au FMI dans ses travaux sur la surveillance des économies et entrent dans l'analyse des comptes des transactions courantes, de capital et d'opérations financières de ces dernières.
4. Le *BOPSY 2007* (version imprimée) présente les données de balance des paiements communiquées par environ 170 pays, dont la vaste majorité établissent ces données sur la base de la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements (MBP5)* du FMI. En outre, 113 pays ont transmis des données sur leur PEG. Des informations sur les pratiques suivies par chaque pays pour la communication des données sont fournies à l'appendice III.
5. Le *BOPSY 2007* contient en outre des tableaux présentant des totaux régionaux et mondiaux de données de balance des paiements. En principe, les totaux mondiaux des excédents et des déficits des comptes individuels et les totaux pour l'ensemble des pays et organisations internationales devraient s'annuler, mais, dans la pratique, le total des données

---

<sup>1</sup> *Rapport final du Groupe de travail sur la discordance statistique dans les comptes courants mondiaux (Rapport Esteva)* (Washington : Fonds monétaire international, 1987) et *Rapport final du Groupe de travail sur l'évaluation des flux de capitaux internationaux (dit Rapport Godeaux)* (Washington : Fonds monétaire international, 1992).

<sup>2</sup> Les données pour les données antérieures à 1999 figurent sur le CD ROM de la *Balance des paiements*.

n'est pas égal à zéro<sup>3</sup>. Ces écarts entre les totaux mondiaux sont suivis par le Comité car ils indiquent où se trouvent les points faibles dans l'établissement des comptes. Plus particulièrement, pour 2006, le calcul des totaux mondiaux a fait apparaître une forte augmentation de l'écart (positif) au compte des transactions courantes. Les tableaux 1 et 2 des pages 10 et 11 de ce rapport présente les soldes mondiaux par type de compte<sup>4</sup>.

### A. Compte mondial des transactions courantes

6. Pour 2006, avec un écart mondial positif de 159,7 milliards de dollars, le compte des transactions courantes poursuit sa tendance de ces dernières années à dégager des soldes positifs, contrairement à son schéma d'évolution précédent, caractérisé par des débits supérieurs aux crédits jusqu'à fin 2003<sup>5</sup>.

7. Les écarts mondiaux au niveau des *biens* et des *services* se sont sensiblement accrus en 2006, le total mondial des exportations dépassant celui des importations de 238,8 milliards de dollars, contre une situation de quasi-équilibre en 2002 et des écarts négatifs dans les années antérieures. Bien que les raisons d'une telle évolution ne soient pas immédiatement apparentes, quelques possibilités peuvent être évoquées. Premièrement, le passage à un excédent du commerce des biens coïncide avec une forte augmentation du prix du pétrole. Le prix du baril de pétrole a doublé de 2003 à 2006. Les exportations de certains pays producteurs de pétrole sont estimées par le FMI. Deuxièmement, en ce qui concerne les services, les récents travaux de comparaison des données entre les États-Unis et le Royaume-Uni (voir page 23 du présent rapport) révèlent que les exportations peuvent être mieux suivies que les importations. Le fait notable de ces dernières années est la croissance de l'écart positif au poste des «autres services», qui a atteint 209,2 milliards de dollars en 2006.

8. L'écart négatif de 76,5 milliards de dollars au compte des *revenus* dénote un schéma d'évolution semblable à celui des années précédentes, le large excédent des revenus à payer par rapport aux revenus à recevoir sur les investissements de portefeuille et autres investissements dépassant l'écart positif au titre des investissements directs. Les *transferts courants* ont fait apparaître un écart négatif de 2,6 milliards de dollars, se rapprochant d'une situation d'équilibre.

---

<sup>3</sup> Les écarts tiennent à ce que les transactions ne sont pas toutes prises en compte, sont mal enregistrées, ou comptabilisées sans cohérence par les pays qui établissent leur balance des paiements (ou économies déclarantes), ou encore sont classées suivant des méthodes différentes ou à des moments différents, ainsi qu'à d'autres erreurs de calcul et discordances.

<sup>4</sup> En 2006, le dollar EU s'est déprécié par rapport aux autres grandes monnaies, influant ainsi sur l'augmentation des chiffres bruts présentés aux tableaux 1 et 2. On ne sait pas dans quel sens cette dépréciation agira sur les écarts.

<sup>5</sup> Un écart positif indique que les crédits dépassent les débits, par exemple que les exportations sont supérieures aux importations dans le compte des transactions courantes, et que les entrées dépassent les sorties au compte d'opérations financières.

## B. Comptes mondiaux de capital et d'opérations financières

9. Comme indiqué au tableau 2, un écart négatif de 8,2 milliards de dollars a été observé en 2006 (environ la moitié de son niveau de 2005) au *compte de capital*— comprenant les *transferts de capital* et les *acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits* — montant proche de la moyenne pour la période de six ans allant jusqu'à 2005. Cependant, les crédits et débits bruts ont sensiblement augmenté en 2006, en partie du fait de l'enregistrement des transferts relatifs à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) et de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). L'écart global au *compte d'opérations financières* a été modéré, se situant à -71,8 milliards de dollars en 2006<sup>6</sup>.

10. L'écart au niveau des *investissements directs*, qui ont été volatiles ces dernières années, a été ramené au faible montant négatif de 8,3 milliards de dollars en 2006, année où les entrées aussi bien que les sorties brutes se sont sensiblement accrues. L'écart s'est réduit également au compte des *investissements de portefeuille* pour se situer au niveau positif de 68,5 milliards de dollars, qui tient pour sa plus grande part aux obligations et autres titres d'emprunt. En dépit des progrès considérables réalisés dans la collecte des données sur les positions d'avoirs de portefeuille au moyen de l'ECIP annuelle (voir la section II.D ci-après), il reste encore à faire pour en étendre la couverture géographique, en particulier aux économies moins développées qui sont de gros exportateurs de pétrole.

11. Au compte des *produits financiers dérivés*, l'écart négatif de 11,5 milliards de dollars pour 2005 a fait place à un écart positif de 49,3 milliards de dollars en 2006 sous l'effet d'une croissance des opérations sur ces produits<sup>7</sup>. Pour ce qui est des *autres investissements*, l'écart a baissé de plus de deux tiers, tombant de -340,8 milliards de dollars en 2005 à -98,0 milliards de dollars en 2006<sup>8</sup>. S'écartant de la tendance suivie ces dernières années, l'écart des *avoirs de réserve plus les engagements constituant des avoirs de réserve pour les autorités étrangères* (ECARAE) a fortement augmenté, passant à -83,2 milliards de dollars en 2006.

---

<sup>6</sup> Les transactions au compte d'opérations financières sont enregistrées sur une base « nette : brute » (c'est-à-dire que les transactions sur actifs sont déduites les unes des autres, comme le sont les transactions sur passifs, mais les transactions sur passifs ne sont pas déduites des transactions sur actifs). Par conséquent, le volume effectif des transactions internationales dans des catégories comme les investissements de portefeuille et les autres investissements est bien supérieur aux chiffres indiqués au tableau 2. La comptabilisation des données relatives aux transactions sur base « brute : brute » au compte d'opérations financières (c'est-à-dire que toutes les transactions à ce compte sont enregistrées sur la même base que celles du compte des transactions courantes) n'est pas prescrite par le MBP5.

<sup>7</sup> Cependant, comme les produits financiers dérivés sont souvent enregistrés sur une base « nette : nette » par l'économie déclarante (c'est-à-dire que les transactions sur passifs sont déduites des transactions sur actifs), les écarts de cette série doivent être considérés avec prudence.

<sup>8</sup> Les autres instruments classés dans les *autres investissements* sont les crédits commerciaux, les prêts et les autres avoirs et engagements.



### C. Révisions

12. Après révision des données de 2004 et 2005, l'écart au compte des transactions courantes, qui était négatif, est devenu positif, les variations nettes atteignant respectivement 55,0 milliards de dollars et 71,3 milliards de dollars (voir graphique 1). Cette évolution tient à la fois à une augmentation de l'écart positif aux comptes des biens et des services et à une réduction de l'écart négatif au compte des revenus. Pour les années antérieures à 2004 et 2005, les révisions ont réduit l'écart négatif au compte des transactions courantes.

13. Au compte d'opérations financières, les révisions ont été moins importantes en 2007<sup>9</sup>— les écarts enregistrés pour la période allant jusqu'à 2005 dans le *BOPSY* de 2007 sont presque égaux à ceux qui ressortent du *BOPSY* de 2006 (voir graphique 2). Ce schéma d'évolution tient à la valeur absolue de l'écart en moyenne annuelle mobile pour la période 2000–05.

---

<sup>9</sup> Bien que l'écart soit moins profondément révisé au compte d'opérations financières qu'au compte des transactions courantes, cela ne veut pas dire que les données du compte d'opérations financières sont plus solides; en effet, les révisions des séries nettes doivent être traitées avec prudence, parce qu'il y est tenu compte des effets plus ou moins grands des révisions sur leurs composantes.

**Tableau 1. Transactions et soldes mondiaux des transactions courantes, 2000–06<sup>1</sup>**

(Milliards de dollars EU)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne absolue 2000–05
<b>Solde des transactions courantes</b>	<b>-149.6</b>	<b>-135.9</b>	<b>-96.5</b>	<b>-13.0</b>	<b>47.7</b>	<b>65.2</b>	<b>159.7</b>	<b>47.0</b>
Biens								
Crédit	6,347.5	6,087.3	6,380.5	7,457.2	9,085.2	10,355.8	11,978.1	
Débit	6,357.3	6,103.5	6,359.7	7,398.4	9,034.8	10,294.0	11,845.3	
Solde des biens	-9.8	-16.2	20.9	58.8	50.4	61.8	132.8	<b>27.6</b>
Services								
Crédit	1,523.7	1,528.7	1,646.1	1,894.8	2,282.5	2,544.6	2,816.3	
Débit	1,540.6	1,559.3	1,657.6	1,886.6	2,245.4	2,482.7	2,710.2	
Solde des services	-16.9	-30.6	-11.5	8.2	37.1	61.9	106.0	<b>8.0</b>
dont :								
Transports	-72.1	-67.2	-60.6	-76.6	-97.2	-110.4	-118.6	<b>80.7</b>
Voyages	28.0	25.1	27.0	29.6	45.0	46.5	67.3	<b>33.5</b>
Services fournis ou reçus par les administrations publiques	-21.0	-21.1	-28.0	-28.1	-35.5	-38.4	-51.8	<b>28.7</b>
Autres services	48.1	32.5	50.2	83.3	124.8	164.1	209.2	<b>83.9</b>
Revenus								
Crédit	1,434.1	1,333.6	1,270.0	1,482.8	1,862.7	2,338.9	2,949.4	
Débit	1,520.8	1,404.7	1,358.3	1,551.6	1,886.0	2,383.0	3,025.9	
Solde des revenus	-86.7	-71.1	-88.3	-68.8	-23.3	-44.1	-76.5	<b>63.7</b>
dont :								
Rémunération des salariés	-7.4	-8.5	-9.0	-9.3	-9.4	-13.6	-19.8	<b>9.5</b>
Bénéfices réinvestis	65.8	106.0	61.3	95.0	133.5	3.5	159.9	<b>77.5</b>
Autres revenus des investissements directs	-36.0	-45.7	-23.1	-45.3	-37.0	80.8	-88.0	<b>17.7</b>
Revenus des investissements de portefeuille et autres investissements	-109.2	-123.0	-117.5	-109.1	-110.4	-114.7	-128.7	<b>114.0</b>
Transferts courants								
Crédit	367.3	392.0	437.4	512.4	603.4	677.1	721.8	
Débit	403.6	410.0	455.0	523.6	620.0	691.5	724.5	
Solde des transferts courants	-36.2	-18.0	-17.6	-11.2	-16.6	-14.4	-2.6	<b>19.0</b>
Pour mémoire								
Solde des transactions courantes, en % des transactions courantes brutes	0.8	0.7	0.5	0.1	0.2	0.2	0.4	<b>0.4</b>
Solde des biens, en % des transactions brutes sur biens	0.1	0.1	0.2	0.4	0.3	0.3	0.6	<b>0.2</b>
Solde des services, en % des transactions brutes sur services	0.6	1.0	0.3	0.2	0.8	1.2	1.9	<b>0.7</b>
Solde des revenus, en % des transactions brutes sur revenus	2.9	2.6	3.4	2.3	0.6	0.9	1.3	<b>2.1</b>
Solde des transferts courants, en % des transferts courants bruts	4.7	2.2	2.0	1.1	1.4	1.1	0.2	<b>2.1</b>

Source : FMI, *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Volume 58, Part 2, 2007.

Note : au compte des transactions courantes, un signe moins indique que les débits (par exemple, les importations) dépassent les crédits (par exemple, les exportations).

<sup>1</sup> Le terme "solde" dans ce tableau désigne l'écart entre les totaux mondiaux des crédits et des débits communiqués.

**Tableau 2. Transactions et soldes mondiaux des comptes de capital et d'opérations financières, 2000–06<sup>1</sup>**  
(Milliards de dollars EU)

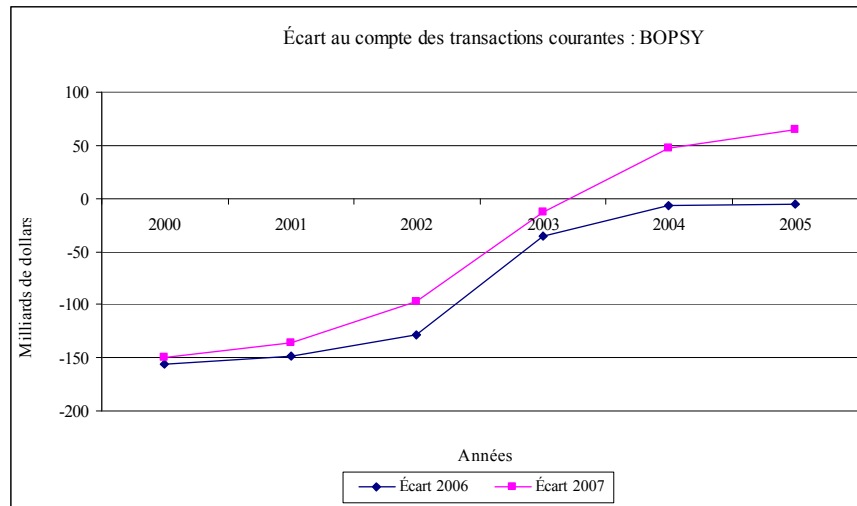
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Moyenne absolue 2000–05
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>14.5</b>	<b>-5.1</b>	<b>-15.0</b>	<b>-21.5</b>	<b>-4.9</b>	<b>-15.0</b>	<b>-8.2</b>	<b>7.8</b>
Crédit	70.2	49.4	53.2	58.2	70.7	81.0	117.2	
Débit	55.7	54.5	68.2	79.7	75.6	96.0	125.5	
<b>Solde du compte d'opérations financières</b>	<b>237.0</b>	<b>158.8</b>	<b>176.0</b>	<b>72.2</b>	<b>-203.7</b>	<b>-3.4</b>	<b>-71.8</b>	<b>72.6</b>
Investissements directs	186.5	81.5	81.6	-19.1	-180.4	106.0	-8.3	<b>42.7</b>
À l'étranger	-1,337.4	-722.8	-661.2	-666.7	-963.5	-950.7	-1,378.2	
Dans l'économie déclarante	1,523.9	804.3	742.8	647.6	783.1	1,056.6	1,369.9	
Investissements de portefeuille	77.5	47.2	161.0	135.8	247.7	258.0	68.5	<b>154.5</b>
Avoirs	-1,307.9	-1,206.1	-743.5	-1,437.3	-1,877.2	-2,582.7	-2,936.4	
Engagements hors ECARAE <sup>2</sup>	1,385.3	1,253.3	904.5	1,573.2	2,125.0	2,840.7	3,004.9	
Produits financiers dérivés	-15.6	7.0	-11.1	-9.3	-18.1	-11.5	49.3	<b>9.8</b>
Avoirs	229.0	236.9	203.0	262.7	288.3	447.6	381.0	
Engagements	-244.6	-229.9	-214.2	-272.0	-306.4	-459.1	-331.7	
Autres investissements	41.9	55.2	-21.2	-7.2	-196.4	-340.8	-98.0	<b>78.1</b>
Avoirs	-1,264.2	-716.3	-671.6	-1,037.6	-2,200.3	-2,996.3	-3,381.5	
Engagements hors ECARAE <sup>2</sup>	1,306.1	771.5	650.4	1,030.4	2,003.9	2,655.4	3,283.5	
Réserves plus ECARAE	-53.3	-32.1	-34.2	-28.1	-56.5	-15.1	-83.2	<b>36.5</b>
Réserves	-173.6	-151.1	-270.4	-502.0	-641.0	-524.3	-727.5	
ECARAE	120.4	119.0	236.2	473.9	584.5	509.2	644.3	
Erreurs et omissions nettes <sup>3</sup>	-101.8	-17.8	-64.5	-37.7	160.9	-46.8	-79.7	

**Source :** *Balance of Payments Statistics Yearbook*, Volume 58, Part 2, 2007.

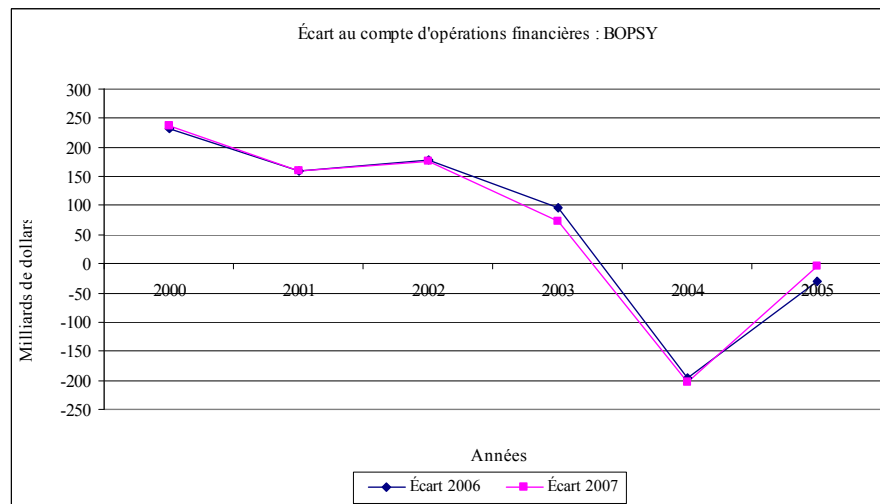
Note : au compte d'opérations financières, un signe moins indique un excédent des sorties par rapport aux entrées enregistrées et l'absence de signe, un excédent des entrées par rapport aux sorties comptabilisées.

1. Le terme "solde" dans ce tableau désigne l'écart entre les totaux mondiaux des crédits et des débits communiqués.
2. Engagements constituant des avoirs de réserve pour les autorités étrangères. Les données sur les ECARAE sont tirées de celles que le FMI a recueillies auprès d'un échantillon de grosses économies détentrices de réserves. Elles ont servi à ajuster les engagements sous forme d'investissements de portefeuille et autres investissements afin de mieux aligner les données sur les séries d'avoirs correspondantes.
3. Somme des flux enregistrés assortie du signe inverse.

**Graphique 1. Impact de la révision des données de 2007 sur l'écart mondial au compte des transactions courantes**



**Graphique 2. Impact de la révision des données de 2007 sur l'écart mondial au compte d'opérations financières**



#### **D. Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille (ECIP)**

14. L'ECIP est devenue une source importante de données sur les investissements de portefeuille pour la balance des paiements et la PEG. Après son lancement en 1997, l'enquête est réalisée tous les ans par le FMI depuis 2001. Les résultats détaillés des diverses enquêtes font apparaître les données de positions sur les titres de participation, obligations et instruments du marché monétaire qui sont recueillies par plus de 70 grosses économies détentrices d'actifs, avec ventilation par pays des engagements de contrepartie<sup>10</sup>. Les positions d'engagement de fin d'année peuvent donc être calculées pour chaque économie à partir des données communiquées, qu'elle ait participé ou non à l'enquête (les résultats sont affichés sur le site <http://www.imf.org/external/np/sta/pi/cpis.htm>).

15. À la fin de 2006, les avoirs internationaux sous forme de titres s'élevaient, selon les résultats de l'ECIP, à 32,4 billions de dollars, soit une hausse de 26 % (en dollars EU) par rapport à leur niveau de fin 2005. Les avoirs sous forme de titres de créance se sont accrus de 18 % et se chiffraient à 18,6 billions de dollars; pour ce qui est des titres de participation, leur montant a augmenté de plus de 30 % et s'est établi à 13,8 billions de dollars, contre 10,4 billions de dollars en 2005. Ce résultat en hausse tient à une croissance des opérations internationales, due à la poursuite de l'intégration des marchés financiers, à l'élargissement de la couverture (quatre nouveaux participants à l'enquête en 2006, soit 74 économies au total) et à l'impact de la dépréciation du dollar EU.

16. Le tableau 3 présente les résultats de l'ECIP 2006 pour les 10 plus gros détenteurs et émetteurs de titres (engagements obtenus par calcul). Il ressort de ce tableau que les avoirs sous forme d'investissements de portefeuille restent concentrés dans quelques économies : environ 70 % de ces avoirs sont détenus par les 10 premières économies du monde.

17. Les délais de diffusion de ces données se sont améliorés au fil du temps, et les résultats des deux dernières enquêtes (données de fin 2005 et de fin 2006) ont été diffusés dans un délai de moins de 12 mois. Le Comité a appris avec satisfaction la nouvelle de la réduction de ce délai et encouragé le FMI à élargir la couverture géographique de l'ECIP et à mieux la faire connaître, étant donné sa valeur en tant que source de données. L'Organisation de coopération et de développement économiques a invité le FMI à contribuer à son initiative sur les indicateurs de la mondialisation en utilisant les données de l'ECIP.

---

<sup>10</sup> Le FMI demande en outre aux grosses économies détentrices de réserves de fournir une ventilation géographique des titres détenus comme avoirs de réserve (une enquête analogue est réalisée également sur les titres détenus par certaines organisations internationales).

Tableau 3: Ventilation géographique du total des investissements de portefeuille par émetteur et détenteur pour les 10 premières économies, à fin 2006

(Données provisoires, en millions de dollars EU)

Détenteurs Émetteurs	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Autres	Total
	États-Unis	Royaume-Uni	Luxembourg	France	Japon	Allemagne	Irlande	Pays-Bas	Italie	Suisse		
1 États-Unis	n.a.	816,891	417,048	253,640	797,608	179,095	397,388	305,526	103,636	118,890	2,864,504	6,254,227
2 Royaume-Uni	1,075,579	n.a.	195,898	246,678	145,272	147,775	308,485	110,459	46,040	51,432	850,148	3,177,767
3 Allemagne	288,324	143,841	304,036	239,082	173,502	n.a.	114,910	191,525	140,883	101,496	843,660	2,541,260
4 France	397,295	194,751	220,461	n.a.	142,364	170,872	92,148	106,725	122,769	64,946	584,081	2,096,411
5 Luxembourg	60,102	86,714	n.a.	123,911	89,199	300,422	38,715	60,880	324,791	130,511	437,177	1,652,423
6 Pays-Bas	234,065	161,722	116,582	223,015	76,981	153,869	56,854	n.a.	78,456	54,553	352,410	1,508,506
7 Italie	105,893	120,734	163,392	304,555	66,711	166,284	123,948	97,117	n.a.	10,460	282,277	1,441,371
8 Japon	585,567	231,251	103,631	86,081	n.a.	28,271	56,988	37,293	13,921	18,645	273,277	1,434,924
9 Îles Caimans	375,542	126,303	68,911	78,524	324,365	31,742	56,603	16,632	26,290	....	262,815	1,367,728
10 Espagne	110,956	100,610	97,850	222,760	33,429	215,530	75,639	62,629	33,308	8,292	158,228	1,119,231
Autres	2,739,033	1,085,390	743,111	650,818	494,052	543,683	272,022	273,983	250,523	321,859	2,426,077	9,800,552
Total	5,972,356	3,068,206	2,430,920	2,429,066	2,343,482	1,937,543	1,593,699	1,262,769	1,140,617	881,084	9,334,656	32,394,398

Note : n.a. = non applicable.  
... = non disponible.

### III. PROGRAMME DE TRAVAIL EXÉCUTÉ PAR LE COMITÉ EN 2007

18. En 2007, le Comité a donné la plus haute priorité à la préparation du nouveau projet de *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*, sixième édition, et à la création d'un groupe de travail chargé de l'ECID. En outre, le FMI a établi un document de stratégie pour la mise en œuvre du nouveau *MBP6* et l'a soumis à l'examen du Comité à sa réunion d'octobre 2007.

19. Le Comité a par ailleurs centré son attention sur la récente étude du commerce des services et de l'évolution du secteur financier, notamment sur l'examen de la PEG, des fonds souverains et des fonds d'investissement, y compris les fonds spéculatifs. Le Comité a reçu divers rapports sur des travaux relevant de sa compétence.

#### A. *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, sixième édition (MBP6)*

20. La publication du *MBP6* est toujours fixée à fin 2008. En mars 2007, un projet de *MBP6* a été affiché sur le site extérieur du FMI pour consultation mondiale, et il s'en est dégagé un certain nombre de questions à soumettre à l'examen du Comité.

#### Consultation mondiale sur le projet de *MBP6*

21. À l'issue de la consultation mondiale sur le *MBP6*, des commentaires ont été reçus sur une soixantaine de catégories de questions. Les auteurs en étaient les statisticiens de pays membres, les organisations internationales, le secteur privé et les particuliers s'intéressant à cette question. De juin à septembre 2007, les services du FMI ont révisé le projet de *MBP6* pour tenir compte des observations reçues et des développements concernant le *Système de comptabilité nationale (SCN) 1993, Révision 1*. Un projet révisé, avec suivi des modifications, a été examiné par le Comité à sa réunion d'octobre 2007.

22. Le Comité a réglé les principales questions, relativement peu nombreuses, issues de la consultation mondiale qu'il était nécessaire de soumettre à son examen. Le FMI a ensuite affiché sur son site Internet, au début de 2008, un projet révisé tenant compte des décisions prises et des récents travaux du groupe de travail sur les statistiques du commerce international des services, ainsi que de ceux consacrés à la quatrième édition de la *Définition de référence des investissements directs internationaux* de l'OCDE (*BD4*). Lorsque le projet de *MBP6* révisé a été affiché, il s'est accompagné d'une note récapitulant les changements significatifs apportés à la version de mars 2007.

23. Les décisions du Comité sont traitées aux paragraphes 33–59 du “Summary of the Outcomes of the Committee’s Discussion” (Résumé des résultats de l'examen du Comité) (qui peut être consulté sur le site (<http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/20.htm>)).

24. L'une des questions qui ont été particulièrement approfondies est celle de la couverture des avoirs de réserve. Le Comité est d'avis que le *MBP6* doit suivre strictement le principe selon lequel les réserves sont des créances en monnaies convertibles sur les non-résidents et doivent être liquides. En partant de ce principe, il faut en exclure les créances sur les banques résidentes et les créances dans les monnaies des pays qui ne satisfont pas au critère de convertibilité. La possibilité d'exclure ces actifs a suscité des préoccupations chez certains pays. Conscient de ces préoccupations, le Comité a reconnu la nécessité de chercher les moyens de présenter ces données sous la forme d'un complément d'information.

25. Le Comité s'est penché en outre, au cours de sa réunion, sur le traitement des transactions relatives à la propriété intellectuelle. Il s'agit-là d'une question qui revêt une importance croissante dans les activités commerciales internationales et qui relève de la compétence du Comité et du groupe de travail sur les statistiques du commerce international des services. Le Comité a souscrit aux conclusions présentées dans l'encadré 1.



<b>Encadré 1. Projet de classification des transactions relatives à la propriété intellectuelle dans la composante Services de la balance des paiements conformément au MBP6</b>				
	<b>Usage de la propriété intellectuelle</b>	<b>Vente/achat de droits de propriété<sup>1</sup></b>		
<b>Franchises et marques déposées</b>	Rémunération pour usage de la propriété intellectuelle	Inscription au compte de capital		
<b>Résultats des activités de recherche et de développement</b>	Rémunération pour usage de la propriété intellectuelle	Services de recherche et de développement		
<b>Produits de services de logiciels, audiovisuels et autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs, etc. :</b>	<b>Licence d'utilisation, mais non de reproduction ou de distribution<sup>2</sup></b>	<b>Licence de reproduction et/ou de distribution<sup>3</sup></b>	Composante correspondante des services <sup>4</sup>	
	a) Personnalisés, tous types	Composante correspondante des services <sup>4</sup>		Rémunération pour usage de la propriété intellectuelle
	b) Non personnalisés (production de masse) — téléchargés ou livrés autrement par voie électronique	Composante correspondante des services <sup>4</sup>		
	c) Non personnalisés (production de masse) — fournis sur disques, etc., contre paiement d'une redevance périodique	Composante correspondante des services <sup>4</sup>		
	d) Non personnalisés (production de masse) — fournis sur disques, etc., et donnant droit à usage perpétuel	Biens		
<p><sup>1</sup> Dans le cas où il y a transfert de propriété économique de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle en question. Le vendeur n'a plus les droits ou obligations associés à la propriété intellectuelle. Ce cas recouvre les reventes ou cessions directes ultérieures des droits de propriété intellectuelle.</p> <p><sup>2</sup> Dans le cas où le produit fourni s'accompagne du droit d'usage de la propriété intellectuelle qui y est incorporée, mais non du droit de reproduction ou de redistribution. Les transactions sont à classer aux postes correspondants des biens et des services.</p> <p><sup>3</sup> Dans le cas où le droit de reproduction et/ou de distribution de la propriété intellectuelle est conféré par son détenteur.</p> <p><sup>4</sup> La composante correspondante des services est soit les services informatiques, les services audiovisuels et services connexes, soit les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs, selon la nature du produit fourni. Par exemple, la vente ou l'achat d'un exemplaire d'un progiciel qui est produit en masse et acheté par un particulier pour être téléchargé sur un seul ordinateur sont couverts par une licence d'utilisation qui exclut la reproduction et la distribution; cette transaction serait enregistrée parmi les biens ou les services, selon l'exemple (voir les exemples b), c) et d) ci-dessus). Si un fabricant paie le droit d'intégrer le logiciel dans les ordinateurs qu'il produit, le paiement lui conférerait alors le droit de reproduction et/ou de distribution (rémunération pour l'usage de la propriété intellectuelle accordé par le propriétaire du logiciel original).</p>				

### Mise en œuvre du *MBP6*

26. La mise en œuvre du *MBP6* occupera une grande place dans le programme de travail du Comité au cours des années à venir. Les services du FMI ont établi un document définissant une stratégie pour la mise en œuvre du *MBP6* au niveau international (voir BOPCOM 7/14, qui peut être consulté sur le site <http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/20.htm>). Le document traite de la conversion des données du *BOPSY*, de la formation aux statistiques de balance des paiements et de l'assistance technique dans ce domaine, de la mise à jour des documents sur support papier, d'autres stratégies visant à faciliter la mise en œuvre du Manuel, des normes statistiques et des liens avec le *SCN 1993, Révision 1*.

27. Au centre de la stratégie de mise en œuvre figure la présentation des données du *BOPSY* selon les principes du *MBP6*. Le Comité a fait observer que, pour être efficace, la mise en œuvre doit être coordonnée avec celle des statistiques connexes, telles que le *SCN 1993, Révision 1* et la *BD4*. Il importe en outre de coordonner la mise en œuvre du *MBP6* avec les activités statistiques régionales, telles que celles de l'Europe.

28. En ce qui concerne l'avenir,

- Pour l'instant, la présentation des données du *BOPSY* selon les principes du *MBP6* est envisagée pour 2012 ou 2013.
- Les services du FMI s'emploient actuellement à établir une matrice de conversion *MBP5/MBP6*, que certains membres du Comité se sont offerts de passer en revue.
- Un questionnaire sera envoyé aux pays en 2009 au sujet de leurs stratégies de mise en œuvre. Les membres du Comité estiment que cette approche aidera à identifier les points nécessitant un soutien spécial.
- Le FMI accordera une haute priorité aux travaux de préparation du *Guide pour l'établissement de la balance des paiements*, qui commenceront probablement en 2009.
- La formation au *MBP6* commencera par une série de séminaires de sensibilisation à l'intention des cadres dirigeants au premier semestre de 2008.
- Les membres du Comité se sont déclarés prêts à soutenir la stratégie de mise en œuvre par la présentation de documents sur l'expérience des pays en la matière.

## B. Investissements directs

### Projet d'enquête coordonnée sur les investissements directs (ECID)

29. Le Comité a examiné les progrès du projet d'ECID, qui est une enquête sur les positions d'investissement direct, dont la date de référence est fixée à fin 2009. En mai 2007, la direction du FMI a approuvé le lancement de l'ECID. Depuis lors, un groupe de travail sur l'ECID, composé des représentants d'autres organismes internationaux et de pays membres, a été mis en place. Il a tenu sa première réunion en juin 2007 et établi un projet annoté de *Guide* pour l'ECID. En août 2007, le Directeur général du FMI a écrit à tous les pays membres et à quelques pays non membres pour les inviter à participer à l'ECID. Le Comité a salué ces avancées.

30. Bien plus de 100 pays ont fait part de leur intention de participer à l'ECID, parmi lesquels une grande majorité des pays ayant d'importantes positions d'investissement direct entrant ou sortant. Le Comité a encouragé le FMI à relancer les pays qui n'ont pas répondu et à se mettre en relation avec les organismes régionaux s'intéressant à ces données.

31. Le Comité estime qu'il est nécessaire de préciser les détails à fournir à titre de données fondamentales (montant total des investissements directs étrangers par pays, ventilation capital social/autres investissements, etc.) et d'informer les décideurs des avantages offerts par les données de l'ECID pour encourager les pays à fournir des informations sur ces investissements.

### Rapport d'étape sur la *Définition de référence des investissements directs internationaux de l'OCDE, quatrième édition (BD4)*

32. Le représentant de l'OCDE a mis le Comité au courant des progrès des travaux sur la *BD4* et indiqué que la publication de cette édition est toujours fixée au premier semestre de 2008. Le Comité a noté que la *BD4* continue d'être harmonisée avec le *MBP6*.

33. Comme le *MBP6*, la *BD4* recommande une approche avoirs/engagements pour les principaux agrégats d'IDE tout en indiquant qu'il importe d'utiliser le principe directionnel — investissements directs à l'étranger et investissements directs dans l'économie déclarante — à certaines fins analytiques; la *BD4* insiste sur l'adoption du principe directionnel pour les informations sur la contrepartie, et c'est cette approche qui sera suivie dans l'enquête coordonnée sur les investissements directs. Ce principe est élargi aussi bien dans le *MBP6* que dans la *BD4* de manière à ce que les positions entre entreprises soeurs soient considérées comme des investissements dans l'économie déclarante ou à l'étranger selon que l'entreprise soeur est placée sous le contrôle ultime d'une société mère résidente (investissements à l'étranger) ou non résidente (investissements dans le pays). Le niveau de détail retenu dans le *MBP6* et la *BD4* permet de concilier l'approche avoir/engagement et celle qui est fondée sur le principe directionnel.

34. Le Comité a fait observer que l'élargissement du principe directionnel complique l'établissement des données, en particulier dans le cas où la participation détenue dans une entreprise soeur est inférieure à 50 %. Le Comité a souligné l'importance d'assurer la cohérence entre le *MBP6* et la *BD4*.

### **C. Évolution des flux financiers internationaux : besoins nouveaux**

35. Il existe une demande continue de données sur les positions et flux financiers de la part des utilisateurs. Le Comité a reçu un rapport du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques sur les besoins de données découlant de la Décision de 2007 sur la surveillance multilatérale du FMI. Le Comité a fait observer que le cadre introduit par la Décision de 2007 met l'accent sur la pertinence des données, en particulier celles de la balance des paiements et de la PEG, qui relèvent de sa compétence. En outre, le Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI a donné au Comité un aperçu de l'évolution récente des marchés financiers mondiaux et des difficultés à comprendre la nature des flux de capitaux internationaux que crée l'insuffisance d'information. Le document souligne l'utilité des données de l'ECIP, qui permettent de connaître l'origine et la destination des flux de capitaux, et appelle, à cet égard, à un élargissement de la couverture de l'enquête, en particulier concernant les données qui se rapportent aux secteurs non bancaires.

36. Le Comité a souscrit aux conclusions des rapports des deux Départements : nécessité d'améliorer le calcul de la PEG des pays, la couverture statistique du secteur financier non bancaire et des « autres secteurs » et les données sur les marchés obligataires des économies émergentes. Le Comité a en outre indiqué que les catégories de données identifiées dans le cadre de la Norme spéciale de diffusion des données et du Système général de diffusion des données doivent être considérées comme étant le minimum requis, et que les pays doivent être prêts à fournir des d'informations supplémentaires dans le cadre de la surveillance du FMI. C'est dans ce contexte que le Comité s'est penché sur les questions suivantes.

### **Développement des statistiques de la PEG**

37. Le Comité a été mis au courant des travaux entrepris par le Département des statistiques du FMI pour améliorer les statistiques de la PEG. Le Comité a souscrit à la stratégie conçue par le FMI pour accroître régulièrement le nombre des pays qui établissent et communiquent des données sur leur PEG, ainsi qu'à l'initiative de présentation de tableaux régionaux et mondiaux de statistiques de la PEG. Le Comité a en outre appuyé l'idée d'utiliser les données supplémentaires sur la composition en devises comme base d'établissement des données publiées dans le *BOPSY*. Cependant, certains membres ont fait observer qu'il faut beaucoup de temps pour mettre au point ces données, en particulier celles qui ont trait aux investissements directs étrangers et aux crédits commerciaux.

## Fonds souverains

38. L'intérêt croissant des décideurs et des marchés pour les fonds souverains a amené le Comité à examiner plus en détail leur couverture et leur traitement statistique.

39. Les dispositifs institutionnels dont relèvent les fonds souverains sont très variés, allant des autorités monétaires à divers niveaux d'administration et entreprises publiques, et les actifs qu'ils détiennent peuvent passer par toute la gamme des classifications fonctionnelles de la balance des paiements et de la PEG. Selon le Comité, il est des plus important que, dans la description et la classification des fonds souverains et de leurs actifs, les principes statistiques du *MBP6* et autres manuels macroéconomiques soient les critères fondamentaux à appliquer.

40. Au sujet de leur couverture statistique, la question de savoir si les fonds souverains devraient être identifiables séparément dans la PEG a été amplement débattue par le Comité. Pour le moment, l'identification de ces fonds est volontaire dans le projet de *MBP6*. Un certain nombre de membres du Comité ont évoqué l'intérêt croissant des décideurs pour les activités des fonds souverains, indiquant que des données identifiables séparément dont la transmission est obligatoire leur serait d'une aide précieuse et qu'il faudrait donc rendre obligatoire la communication de ces données. Cependant, il a été noté que, dans la plupart des cas, la transmission de ces données exigerait la diffusion d'informations identifiées ou identifiables, ce qui pourrait être incompatible avec les dispositions de la législation statistique de nombreux pays. Par ailleurs, il s'agit-là, a-t-on reconnu, d'une question délicate pour un certain nombre de pays non représentés au Comité.

41. Pour ce qui est de l'avenir, le Comité a appuyé les travaux entrepris par le Département des statistiques du FMI pour s'assurer que la couverture et le traitement des fonds souverains dans les diverses catégories de statistiques extérieures sont bien compris par les pays membres; il a en outre encouragé le Département des statistiques à participer activement aux efforts de développement et d'amélioration de l'information statistique sur les fonds souverains, à la fois en établissant une définition de ces fonds en consultation avec les membres du Comité et en apportant son expertise statistique dans les débats en cours tant au FMI qu'ailleurs.

## Statistiques sur les avoirs et engagements des fonds d'investissement de la zone euro, y compris les fonds spéculatifs

42. Le Comité a été informé de la nouvelle initiative mise en place par la Banque centrale européenne (BCE) pour recueillir et établir, sur une base harmonisée, des statistiques concernant les fonds d'investissement de la zone euro à partir du début de 2009. Les données sur les avoirs et engagements seront communiquées tous les trimestres. Elles seront ventilées par zone géographique de la contrepartie, secteur de la contrepartie, échéance et monnaie. Cette initiative fait suite à une évaluation exhaustive de la possibilité de répondre aux besoins des utilisateurs et des coûts correspondants des nouvelles statistiques. Le Comité a noté que

les statistiques recouvrent les fonds spéculatifs résidents de la zone euro et que la définition et les concepts sont conformes à ceux du *MBP6*. Pour ce qui est de l'avenir, le Comité a encouragé la BCE à poursuivre ses travaux et attend avec intérêt de recevoir un rapport d'activité une fois que les statistiques seront disponibles.

### **Bases de données de titres**

43. L'importance croissante des données sur les marchés de titres pour les statisticiens de la balance des paiements a amené le Comité à s'intéresser de près aux travaux que la BCE a entrepris pour mettre sur pied une base de données centralisée de titres (CSDB) qui rend compte des émissions de titres par les résidents de la zone euro et par les résidents de pays non membres de cette zone. Le Comité a salué les progrès réalisés par la BCE et évoqué les avantages à tirer de la coopération internationale dans ce domaine, parmi lesquels le recoupement des données de titres communiquées par les pays, ventilées par pays des émissions de leurs propres résidents. Le Comité estime en outre que le lancement de l'initiative CSDB par la BCE offre une bonne occasion d'explorer les possibilités d'assurer une coopération internationale plus étroite dans ce domaine par la mise en place de mécanismes appropriés face aux obstacles juridiques au partage de l'information.

44. Ont été portés à la connaissance du Comité les travaux issus de la reconvoction du Groupe de travail sur les bases de données de titres à la suite de la réunion tenue par le G-8 à Potsdam, Allemagne, en mai 2007, ainsi que le cadre du « Plan d'action pour le développement de marchés obligataires locaux dans les économies de marché émergentes et les pays en développement ».

45. Un petit groupe de travail sera créé (peut-être par le biais du Groupe de travail sur les bases de données de titres qui a été reconvoqué) pour étudier les possibilités de coordination dans le partage des données sur les titres. Le Comité sera tenu informé des progrès dudit groupe de travail sur les bases de données de titres.

## **D. Services**

### **Rapport sur la réunion du groupe de travail sur les statistiques du commerce international des services**

46. Le représentant de l'OCDE a mis le Comité au courant des progrès de la révision du *Manuel des statistiques du commerce international des services*, dont la soumission à l'approbation de la Commission de statistique des Nations Unies est prévue pour 2009. Le manuel définit un cadre d'élaboration des données sur le commerce des services figurant à la balance des paiements et présente des recommandations sur l'établissement des statistiques relatives aux filiales étrangères, lesquelles renseignent sur les services fournis par le biais d'une présence commerciale. Le Comité a pris note de l'intérêt croissant des décideurs pour ces catégories de données, en particulier pour les questions ayant trait à la mondialisation,

mais prévoit qu'il sera difficile de recueillir ces données. Il reconnaît la nécessité de partager expériences et informations.

### **Commerce bilatéral des services : rapport du Royaume-Uni et des États-Unis**

47. Les représentants du Royaume-Uni et des États-Unis ont partagé les enseignements tirés de leurs travaux conjoints de comparaison des données sur le commerce bilatéral des services entre les deux pays. Cette initiative fructueuse est une première étape vers l'amélioration de la qualité globale des statistiques du commerce des services dans les deux pays.

48. Il ressort des données que les exportations de services des deux pays dépassent les importations correspondantes de leur partenaire, suivant ainsi le schéma d'évolution observé pour les totaux mondiaux, dans lequel les crédits dépassent les débits. Le Comité a passé en revue certaines des raisons possibles de cet écart, et a considéré que les entreprises ont tendance à mieux suivre leurs ventes — dont elles connaissent en particulier le lieu et le profil d'évolution — que leurs achats, et certains membres ont évoqué l'utilisation, révélée par certains indices, de prix de transfert pour les services financiers. Le Comité a fait observer que le rapprochement des données exigent d'amples travaux préparatoires.

### **Biens importés ou exportés pour transformation et négoce international**

49. Le Comité a été informé de la stratégie adoptée par la RAS de Hong Kong pour préparer l'application des concepts du *MBP6* aux biens importés ou exportés pour transformation et au négoce international. La RAS de Hong Kong examine actuellement l'efficacité-coûts de trois méthodes possibles de collecte de ces données — élargir le champ des documents de déclaration du commerce extérieur à remettre par les négociants aux services douaniers de Hong Kong; mener une enquête détaillée sur les biens destinés à être transformés à l'extérieur; ou recourir à de nouveaux modèles et imputations statistiques.

50. Le Comité a accueilli avec satisfaction la stratégie de la RAS de Hong Kong et souligné la nécessité de l'échange d'informations entre les pays et du partage de leur expérience en matière de collecte et d'établissement de ces données. Le Comité a ajouté que, étant donné l'importance des biens importés ou exportés pour transformation et du négoce international dans certaines économies (comme la RAS de Hong Kong), la révision des données conformément à la nouvelle méthodologie pourrait sensiblement modifier le rang des pays dans le classement des exportateurs mondiaux de biens et de services. Le Comité a encouragé les pays à commencer aussitôt que possible à recueillir des données sur les biens importés ou exportés pour transformation de manière à ce que, au moment de la mise en conformité avec le *MBP6*, les données disponibles soient suffisantes pour assurer le passage des « anciennes » séries aux « nouvelles ». Étant donné l'effet que ce changement peut avoir sur les données de la balance des paiements, il a été proposé de préparer une documentation pour en fournir une explication aux utilisateurs, notamment à l'aide d'exemples chiffrés.

### E. Autres documents/rapports

51. Le Comité a reçu des documents et rapports sur diverses questions relatives à ses travaux, lesquels figurent sur le site : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/bop/2007/20.htm>. Ces questions sont les suivantes :

- Envois de fonds : progrès dans l'élaboration des définitions et du guide pour l'établissement des données,
- Révision du *SCN 1993*,
- Communication des données sur le secteur extérieur aux organismes internationaux,
- Édition 2007 du *Rapport sur l'investissement dans le monde* de la CNUCED
- Statistiques bancaires internationales de la BRI et
- Activités de l'Équipe spéciale interinstitutions sur les statistiques financières (TFFS).

### IV. PROGRAMME DE TRAVAIL À VENIR

52. L'appendice IV présente le programme de travail à moyen terme du Comité, arrêté à fin 2007. Les questions sont classées par ordre de priorité. Cependant, ce classement ne reflète pas l'importance absolue de chaque question, mais l'importance relative qui lui est attribuée par le Comité, compte tenu du temps et des ressources limités dont il dispose.

53. Les plus hautes priorités sont les suivantes : 1) finalisation du projet de *MBP6* à la lumière des commentaires reçus par le Comité à sa réunion d'octobre 2007 et 2) mise sur pied d'une ECIP, notamment préparation de l'enquête, du guide pour l'établissement des données et de séminaires régionaux.

54. Les objectifs hautement prioritaires sont de mettre en œuvre le *MBP6*, de veiller à ce que les activités des fonds souverains soient bien appréhendées dans les statistiques macroéconomiques et de donner suite à la demande d'amélioration des données sur les envois de fonds émanant notamment du G-8. L'achèvement des travaux sur le *MBP6* étant fixé à fin 2008, l'attention sera davantage axée sur la stratégie de mise en œuvre, en particulier sur la coordination avec la mise en place des catégories de statistiques connexes. Le FMI établira un rapport d'activité pour la prochaine réunion du Comité, fixée à novembre 2008.

55. Une priorité moyenne a été accordée aux objectifs suivants : révision du *Manuel des statistiques du commerce international des services* et des *Directives sur le formulaire de déclaration des réserves*, exécution du programme d'étude convenu, travaux sur l'ECIP, bases de données de titres, suivi des écarts mondiaux dans les statistiques de la balance des paiements, de la dette extérieure et de la PEG, et statistiques financières internationales.



S'agissant de l'ECIP, le Département des statistiques du FMI publiera les résultats de l'enquête de 2007 et fera rapport sur les progrès de l'enquête de 2008. La BCE fera le point sur la mise en service de sa base de données centralisée sur les titres.

56. Le Comité tiendra sa prochaine réunion dans la semaine du 3 novembre 2008.

## **Appendice I. Mandat du Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI**

1. Le Comité surveillera la mise en œuvre des recommandations présentées dans le Rapport sur l'évaluation des flux de capitaux internationaux et le Rapport sur la discordance statistique dans les comptes courants mondiaux, conseillera le FMI en matière de méthodologie et d'établissement des statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale, et favorisera une meilleure coordination de la collecte des données entre les pays.
2. Le Comité portera à l'attention du FMI les faits nouveaux qui influent sur l'établissement des statistiques concernant les opérations internationales ou les stocks d'actifs et de passifs financiers y afférents, et œuvrera avec lui pour déterminer comment traiter ces activités dans le respect des principes du *MBP5*.
3. Le Comité explorera les moyens de mieux coordonner la collecte des données entre les pays en vue, notamment, de faciliter l'échange de statistiques entre eux (par exemple, de données sur les opérations bilatérales ou de données de stock). Il identifiera en outre les domaines d'étude correspondants et déterminera comment procéder dans ces domaines.
4. Dans la conduite de ses travaux, le Comité collaborera avec d'autres statisticiens nationaux, ainsi qu'avec les organisations internationales intéressées.
5. Le Comité déterminera son programme de travail en consultation avec le Département des statistiques du FMI, et se réunira au moins une fois par an sous les auspices du FMI.
6. Le Comité établira un rapport annuel à l'intention du Directeur général du FMI.

## Appendice II. Composition du Comité des statistiques de la balance des paiements au 31 décembre 2007

### *Président*

Robert W. Edwards  
FMI, Département des statistiques

Sergei Shcherbakov  
Banque centrale de Russie

Almut Steger  
Bundesbank, Allemagne

### *Membres*

Sulieman Al-Kholifey<sup>1</sup>  
Agence monétaire de l'Arabie Saoudite

Stefaans Walters  
Banque de réserve d'Afrique du Sud

Michael Atingi-Ego  
Banque d'Ouganda

Obie Whichard  
Bureau of Economic Analysis, États-Unis

Stuart Brown  
Office for National Statistics, Royaume-Uni

### *Représentants d'organisations internationales*

Teresa Cornejo  
Banco Central de Chile

Ayse Bertrand  
Organisation de coopération et de développement  
économiques

Bronwyn Driscoll  
Bureau australien des statistiques

Werner Bier<sup>3</sup>  
Banque centrale européenne

Han Hongmei  
République populaire de Chine

William Cave  
Organisation de coopération et de développement  
économique

Joji Ishikawa  
Banque du Japon

Maria-Helena Figueira  
Office statistique des Communautés européennes

Hideki Konno  
Ministère des finances, Japon

Masataka Fujita  
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le  
développement

Robert Heath  
FMI, Département des statistiques

Ivo C. Havinga  
Division de statistique des Nations Unies

Ralph Kozlow  
FMI, Département des statistiques

Philippe Mesny  
Banque des règlements internationaux

Lily Ou-Yang Fong  
Département des recensements et des statistiques  
Chine, RAS de Hong Kong

### *Représentants des participants à la révision du Système de comptabilité nationale 1993*

Michael Debabrata Patra<sup>2</sup>  
Banque de réserve d'Inde

Carol S. Carson  
Anne Harrison

Art Ridgeway  
Statistique Canada

### *Secrétariat*

Eduardo Rodriguez-Tenés  
Banque d'Espagne

John Joisce  
FMI, Département des statistiques

Andrew Kitili  
FMI, Département des statistiques

<sup>1</sup> M. Al-Kholifey était accompagné de M. Ahmed Al Sayyari.

<sup>2</sup> N'a pas assisté à la réunion de 2007 du Comité.

<sup>3</sup> Reimund Mink a participé à la réunion au nom de Werner Bier.

**Appendice III. Pratiques suivies par les pays pour la communication des données de la balance des paiements (BDP) et de la position extérieure globale (PEG) au FMI : BOPSY 2007**

CP	Nom du pays	DONNÉES COMMUNIQUÉES								
		BDP		PÉRIODE	FRÉQUENCE		PEG	PÉRIODE	FRÉQUENCE	
		MBP5	AUTRES	ANNÉE LA PLUS RÉCENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE	ANNÉE LA PLUS RÉCENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE	
512	Afghanistan		X	1989		X				
914	Albanie	X		2006	X					
612	Algérie		X	1991		X				
614	Angola	X		2006		X	X	2006	X	
312	Anguilla	X		2005		X				
311	Antigua-et-Barbuda	X		2005		X				
213	*Argentine	X		2006	X		X	2001	X	
911	Arménie	X		2006	X		X	2006	X	
314	*Aruba	X		2006	X		X	2006	X	
193	*Australie	X		2006	X		X	2006	X	
122	*Autriche	X		2006	X		X	2006	X	
912	Azerbaïdjan	X		2006	X		X	2006	X	
313	*Bahamas, les	X		2006	X					
419	*Bahreïn	X		2006		X	X	2006	X	
513	Bangladesh	X		2006	X		X	2006	X	
316	*Barbade	X		2005		X				
913	Bélarus	X		2006	X		X	2006	X	
124	*Belgique <sup>3</sup>	X		2006	X		X	2006	X	
339	Belize	X		2006	X					
638	Bénin	X		2005		X	X	2005	X	
218	Bolivie	X		2006	X		X	2006	X	
963	Bosnie-Herzégovine	X		2006	X					
616	Botswana	X		2006		X	X	2006	X	
223	*Brésil	X		2006	X		X	2006	X	
918	*Bulgarie	X		2006	X		X	2006	X	
748	Burkina Faso	X		2001		X	X	2001	X	
618	Burundi	X		2006		X	X	2006	X	
522	Cambodge	X		2006	X		X	2006	X	
622	Cameroun	X		2004		X				
156	*Canada	X		2006	X		X	2006	X	
624	Cap-Vert	X		2006	X					
626	République Centrafricaine	X		1994		X				
628	Tchad	X		1994		X				
228	*Chili	X		2006	X		X	2006	X	
924	Rép. pop. de Chine	X		2006		X	X	2006	X	
532	*R.P. de Chine : RAS de Hong Kong	X		2006	X		X	2006	X	
546	*R.P. de Chine : RAS de Macao	X		2006		X				
233	*Colombie	X		2006	X		X	2006	X	
632	Comores		X	1995		X				
634	Congo, République du	X		2005		X				
238	*Costa Rica	X		2006	X		X	2006	X	
662	Côte d'Ivoire	X		2006		X	X	2006	X	
960	Croatie	X		2006	X		X	2006	X	
423	*Chypre	X		2006	X		X	2006	X	
935	*République tchèque	X		2006	X		X	2006	X	
128	*Danemark	X		2006	X		X	2006	X	
611	Djibouti	X		2006		X	X	2003	X	
321	Dominique	X		2005		X				
243	République Dominicaine	X		2006		X	X	2005	X	
309	Union monétaire des Caraïbes orientales	X		2005		X				

CP	Nom du pays	DONNÉES COMMUNIQUÉES								
		BDP		PÉRIODE	FRÉQUENCE		PEG	PÉRIODE	FRÉQUENCE	
		MBP5	AUTRES	RECENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE		RECENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE
469	*Égypte	X		2006		X	X	2006		X
253	El Salvador	X		2006	X		X	2006	X	
642	Guinée équatoriale	X		1996		X				
643	Erythrée	X		2000	X					
939	*Estonie	X		2006	X		X	2006	X	
644	Éthiopie	X		2006	X					
163	Zone euro	X		2006	X		X	2006	X	
816	Îles Féroé <sup>4</sup>	X								
819	Fidji	X		2006		X				
172	*Finlande	X		2006	X		X	2006	X	
132	*France	X		2006	X		X	2006		X
887	Polynésie française	X		2006		X				
646	Gabon	X		2004		X				
648	Gambie	X		2006		X				
915	Géorgie	X		2006	X		X	2006		X
134	*Allemagne	X		2006	X		X	2006	X	
652	Ghana	X		2006		X	X	1997	X	
174	*Grèce	X		2006	X		X	2006	X	
328	Grenade	X		2005		X				
258	Guatemala	X		2006	X					
656	Guinée	X		2004		X				
654	Guinée-Bissau	X		2004		X	X	2004		X
336	Guyana	X		2006		X				
263	Haïti	X		2006		X	X	2006		X
268	Honduras	X		2006		X				
944	*Hongrie	X		2006	X		X	2006	X	
176	*Islande	X		2006	X		X	2006	X	
534	*Inde	X		2006	X		X	2006		X
536	*Indonésie	X		2006	X		X	2006		X
429	Iran	X		2000		X				
433	Iraq		X	1977		X				
178	*Irlande	X		2006	X		X	2006		X
436	*Israël	X		2006	X		X	2006	X	
136	*Italie	X		2006	X		X	2006		X
343	Jamaïque	X		2006		X	X	2006		X
158	*Japon	X		2006	X		X	2006		X
439	Jordanie	X		2006	X		X	2006		X
916	*Kazakhstan	X		2006	X		X	2006	X	
664	Kenya	X		2006		X				
826	Kiribati		X	1994		X				
542	*Corée	X		2006	X		X	2006	X	
443	*Koweït	X		2006		X	X	2006		X
917	République kirghize	X		2006	X		X	2006		X
544	R.D.P. Lao		X	2001		X				
941	*Lettonie	X		2006	X		X	2006	X	
446	*Liban	X		2006	X					

CP	Nom du pays	DONNÉES COMMUNIQUÉES								
		BDP		PÉRIODE	FRÉQUENCE		PEG	PÉRIODE	FRÉQUENCE	
		MBP5	AUTRES	RÉCENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE		RÉCENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE
666	Lesotho	X		2006	X		X	2006	X	
668	Libéria		X	1987		X				
672	Libye	X		2006		X				
946	Lituanie	X		2006	X		X	2006	X	
137	*Luxembourg	X		2006	X		X	2006	X	
962	Macédoine	X		2006	X		X	2005		X
674	Madagascar	X		2005	X					
676	Malawi		X	2002		X				
548	*Malaisie	X		2006	X		X	2006		X
556	Maldives	X		2006		X	X	2006		X
678	Mali	X		2005		X	X	2005		X
181	*Malte	X		2006	X		X	2005		X
682	Mauritanie	X		1998		X				
684	*Maurice	X		2006	X		X	2006	X	
273	*Mexique	X		2006	X		X	2006		X
921	Moldova	X		2006	X		X	2006	X	
948	Mongolie	X		2006	X					
351	Montserrat	X		2005		X				
686	Maroc	X		2006	X		X	2006		X
688	Mozambique	X		2006	X		X	2006		X
518	Myanmar	X		2006	X		X	2006	X	
728	Namibie	X		2006	X		X	2003		X
558	Népal	X		2006	X					
138	*Pays-Bas	X		2006	X		X	2006	X	
353	*Antilles néerlandaises	X		2005	X					
839	Nouvelle-Calédonie	X		2006		X				
196	*Nouvelle-Zélande	X		2006	X		X	2006	X	
278	Nicaragua	X		2006	X		X	2005		X
692	Niger	X		2005		X	X	2005		X
694	Nigéria	X		2005		X	X	1996	X	
142	*Norvège	X		2006	X		X	2006		X
449	Oman	X		2006		X				
564	*Pakistan	X		2006	X		X	2006		X
283	*Panama	X		2006	X		X	2006	X	
853	Papouasie-Nouvelle-Guinée	X		2005		X				
288	Paraguay	X		2006	X		X	2006	X	
293	Pérou	X		2006	X		X	2006	X	
566	*Philippines	X		2006	X		X	2006		X
964	*Pologne	X		2006	X		X	2006		X
182	*Portugal	X		2006	X		X	2006		X
968	*Roumanie	X		2006	X		X	2006	X	
922	*Fédération de Russie	X		2006	X		X	2006		X
714	Rwanda	X		2006		X	X	2006		X
862	Samoa	X		2006	X					
716	Sao Tomé-et-Principe	X		2003		X				
456	Arabie Saoudite		X	2006		X				
722	Sénégal	X		2004		X	X	2005		X
718	Seychelles	X		2006	X					
724	Sierra Leone	X		2006		X	X	2006		X
576	*Singapour	X		2006	X		X	2006		X
936	*République slovaque	X		2003	X		X	2003	X	
961	Slovénie	X		2006	X		X	2006		X
813	Îles Salomon	X		2006		X				
726	Somalie		X	1989		X				
199	*Afrique du Sud	X		2006	X		X	2006		X
184	*Espagne	X		2006	X		X	2006	X	
524	Sri Lanka	X		2006	X					

CP	Nom du pays	DONNÉES COMMUNIQUÉES								
		BDP		PÉRIODE	FRÉQUENCE		PEG	PÉRIODE	FRÉQUENCE	
		MBP5	AUTRES	RECENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE		RECENTE	TRIMESTRIELLE	ANNUELLE
361	Saint-Kitts-et-Nevis	X		2005		X				
362	Sainte-Lucie	X		2005		X				
364	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	X		2005		X				
732	Soudan	X		2006	X		X	2006		X
366	Suriname	X		2006	X					
734	Swaziland	X		2006		X	X	2006		X
144	*Suède	X		2006	X		X	2005		X
146	*Suisse	X		2006	X		X	2006	X	
463	République arabe syrienne	X		2006		X				
923	Tadjikistan	X		2006	X					
738	Tanzanie	X		2006		X	X	2006		X
578	*Thaïlande	X		2006	X		X	2006		X
742	Togo	X		2005		X	X	2005		X
866	Tonga		X	2006	X					
369	Trinité-et-Tobago	X		2005		X				
744	Tunisie	X		2006		X	X	2006		X
186	*Turquie	X		2006	X		X	2006		X
925	Turkménistan	X		1998	X					
746	Ouganda	X		2006	X		X	2006		X
926	*Ukraine	X		2006	X		X	2006		X
112	*Royaume-Uni	X		2006	X		X	2006	X	
111	*États-Unis	X		2006	X		X	2006		X
298	*Uruguay	X		2006	X		X	2006		X
846	*Vanuatu	X		2006	X		X	2006	X	
299	*Venezuela	X		2006	X		X	2006	X	
582	Vietnam	X		2005	X					
487	Cisjordanie et Gaza	X		2005		X				
474	Yémen, République du	X		2006	X		X	2006	X	
754	Zambie	X		2006		X	X	1985		X
698	Zimbabwe		X	1994	X					
	<b>Total</b>	<b>171</b>	<b>12</b>		<b>109</b>	<b>73</b>	<b>115</b>		<b>44</b>	<b>71</b>

## Notes

<sup>1</sup> Le BOPSY 2006 contient des pages pour 171 économies, dont 113 ont communiqué des données sur leur PEG. Ces données sont plus ou moins complètes. Lorsqu'elles sont jugées suffisamment complètes pour que le total des actifs, le total des passifs, et la position nette soient significatives et n'induisent pas en erreur, ces agrégats sont calculés et publiés. Autrement, ce sont des données partielles de la PEG qui sont publiées.

<sup>2</sup> La date butoir de ce rapport est celle du BOPSY 2007, c'est-à-dire fin 2006.

<sup>3</sup> Les données de BDP antérieures à 2002 se rapportent à la Belgique-Luxembourg.

<sup>4</sup> Les données de BDP des Îles Féroé ne couvrent que les composantes du compte des transactions courantes.

X# Signifie que le pays communique des données partielles sur sa PEG.

\* A participé à l'ECIP de 2005.

### Appendice IV. Programme de travail à moyen terme du Comité des statistiques de la balance des paiements du FMI : fin décembre 2007

Sujet	Point d'intérêt	Action
<b>PRIORITÉ LA PLUS ÉLEVÉE</b>		
<i>MBP6</i>	Finalisation du <i>Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6)</i>	Préparation par les services du FMI de la nouvelle version révisée du Manuel
Enquête coordonnée sur les investissements directs	Rapport au sujet de la réalisation d'une enquête coordonnée sur les investissements directs et préparation de cette enquête	Achèvement par le FMI du guide pour l'établissement des données et démarrage des séminaires régionaux
<b>PRIORITÉ ÉLEVÉE</b>		
Application du <i>MBP6</i>	Stratégie d'application du MBP6, notamment préparation du guide pour l'établissement des données	Rapport d'activité des services du FMI
Fonds souverains	Amélioration de l'information statistique	Document des services du FMI
Envois de fonds	Demande d'amélioration des données sur les envois de fonds émanant notamment du G-8	Finalisation par le Groupe de Luxembourg du Manuel des meilleures pratiques d'établissement des données
<b>PRIORITÉ MOYENNE</b>		
Commerce international des services	Révision du <i>Manuel des statistiques du commerce international des services</i>	Document de l'OCDE ayant trait aux activités du groupe de travail sur les statistiques du commerce international des services, notamment à la révision du Manuel du commerce des services
Avoirs de réserve	Directives sur le formulaire de déclaration des réserves	Rapport du Groupe d'experts techniques sur les travaux de mise à jour des directives
Thèmes d'étude	Adoption d'un programme d'études à long terme en consultation avec le groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale.	Document du FMI
Enquête coordonnée sur les investissements de portefeuille	Résultats de l'enquête coordonnée de 2007 sur les investissements de portefeuille	Publication par le FMI des résultats de l'ECIP de 2007 et mise à jour de ceux de l'ECIP de 2006
Bases de données de titres	Information sur les travaux du groupe de travail sur la base de données de titres et les progrès du projet CSDB	Documents du FMI et de la BCE
Discordances au niveau mondial	Évolution des écarts dans les statistiques de la balance des paiements mondiale	Document du FMI
Dette extérieure	Amélioration de la communication des données sur la dette extérieure	Document du FMI sur les travaux de l'Équipe interinstitutions sur les statistiques financières
Statistiques bancaires internationales	Évolution des statistiques bancaires	Rapport de la BRI



